

Accepter que la liberté s'arrête là où commence la planète

Par Charlotte Belaïch

«Face à l'urgence, des mesures s'imposent à tous dès le 1^{er} septembre de cette année, notamment la limitation stricte des naissances à une par femme dans le monde entier. [...] Ces mesures peuvent sembler autoritaires et brutales. Elles nous sont imposées par notre laisser-aller collectif depuis des décennies.» L'auteur de ces lignes travaille à Matignon, au plus près d'Edouard Philippe. Gilles Boyer, quand il n'écrit pas de romans, conseille le Premier ministre. Dans *Un monde pour Stella* (JC Lattès, 2015), il imagine la mission d'une économiste chargée de réfléchir à une nouvelle gouvernance, nécessaire à la survie de l'espèce humaine, en 2045. Une fiction révélatrice des questions qui travaillent le réel (1).

Ecolos caricaturés

L'astrophysicien en vogue Aurélien Barrau écrivait, lui, dans une tribune publiée en août dans *Diacritik* : «Les initiatives locales et la volonté citoyenne ne suffisent plus. Il est aujourd'hui vital que des décisions politiques drastiques - et contraignantes donc impopulaires - soient prises».

Et revoici le spectre de la dictature verte, agité par les adversaires de l'écologie pour discréditer ses défenseurs. Attention aux écolos et, avec eux, à un monde où la contrainte dévore la liberté. Ces derniers, militants ou scientifiques, sont d'ailleurs bien souvent gênés par le sujet et parfois un peu irrités de voir l'un des leurs prêter le flanc à cette caricature qui leur coûte. Pourtant, la question de la capacité de la démocratie à répondre à la crise environnementale est constitutive de la pensée écologique, et se pose avec insistance. D'abord discutée du côté de la philosophie, elle émerge dans le débat public. «Au pied du mur, à la dernière heure, on s'interroge, juge le philosophe Michel Terestchenko, interrogé par *Libération*. Depuis le 11 Septembre, les sociétés ont accepté un recul démocratique. Il n'est pas déraisonnable de s'interroger sur les régressions plus importantes qui pourraient résulter de la crise écologique, dont les conséquences sont bien plus graves que la menace terroriste.»

Avant d'imaginer les contours de cette «tyrannie», des intellectuels ont, depuis longtemps, identifié les points faibles de la démocratie représentative. Sa temporalité : les élus sont assignés au court terme du fait des mandats électoraux, alors que la question environnementale impose de penser sur le temps long. Sa géographie : elle prend forme dans l'Etat-nation, quand la crise écologique est globale. Mais aussi, et surtout, son principe fondateur : les individus confient leur liberté politique à des représentants, et jouissent ainsi d'une autre forme de liberté, individuelle. Or il y a désormais une contradiction entre cette conception, qui permet «à chacun de produire et consommer le plus possible», et «la sauvegarde de ces nouveaux biens publics que sont la stabilité du climat ou l'intégrité des services écologiques», écrivent Dominique Bourg et Kerry Whiteside dans leur essai, *Vers une démocratie écologique* (Seuil, 2010).

«Tyrannie bienveillante»

La démocratie moderne, fondée dans un contexte de progrès technologique, s'inscrit dans une vision du monde toujours extensible, expliquent le philosophe et le professeur de sciences politiques. Le philosophe Thomas Schauder abonde : *«Le libéralisme politique et économique nous a confortés dans l'idée que la liberté était la valeur cardinale, et qu'elle devait gagner toujours plus de terrain, que l'Etat devait la préserver et non la restreindre. Mais cette absence de limite vient se heurter à la limite des ressources. Une vérité fondamentale vient brutalement se rappeler à nous : un monde sans contraintes n'existe pas.»*

Comment alors changer de logiciel intellectuel ? Comment faire en sorte que les citoyens renoncent à une part de leur liberté individuelle qui, à force de buter contre la finitude du monde, le fera implorer ? Pour certains, il faut passer par la contrainte. L'idée naît dans les années 70. Le politologue américain William Ophuls plaide par exemple pour une prise de pouvoir par des *«écologistes rois»*. Hans Jonas, philosophe, père du principe de précaution, évoque également en 1979, dans *le Principe responsabilité*, l'hypothèse d'une *«tyrannie bienveillante, bien informée et animée par la juste compréhension des choses»* si les hommes n'arrivent pas à s'imposer d'eux-mêmes la modération nécessaire à leur survie.

Quarante plus tard, nous ne pouvons que constater que cela n'a rien d'évident. Dans *Dictature verte (Presses du Midi, 2010)*, l'écologue Michel Tarrrier imagine une *«écocratie»*, pas arbitraire mais coercitive. Dans le domaine des transports par exemple, il préconise la restriction du trafic aérien, l'instauration d'un péage dans les centres-villes ou encore, dans certains cas, l'obligation du covoiturage.

Reste à savoir qui dirigerait ce régime. Des intellectuels ? Des scientifiques ? *«L'élite éclairée, elle est elle-même bloquée dans le système»*, répond Agnès Sinaï, cofondatrice de l'Institut Momentum. Quand bien même leurs intentions seraient louables, ces tyrans bienveillants seraient-ils incorruptibles ? Selon l'historienne des sciences et de l'environnement Valérie Chansigaud, interrogée par *Libération*, *«c'est une idée qui est déconnectée de l'enseignement de l'histoire»* : *«Attenter aux libertés au nom d'un intérêt supérieur, c'est le modèle de tous les régimes autoritaires, qui finissent toujours par privilégier une classe.»*

Hans Jonas ne disait pas autre chose. Treize ans après *le Principe responsabilité*, interrogé par *Der Spiegel* sur la possibilité d'une *«sorte de dictature économique éclairée au sein de laquelle les philosophes seraient rois, ainsi que l'exigent de nombreux adeptes convaincus de l'environnement»*, il répondait : *«On peut esquisser dans l'abstrait un projet de dictature en vue de sauver l'humanité. Mais comment se représenter qu'une élite effectivement altruiste parvienne au pouvoir, qu'elle demeure altruiste et que son désintéressement soit également reconnu ? [...] Il s'agit là d'une sorte d'utopie qui ne peut pas se traduire dans la réalité.»* Il jugeait pour autant le *«renoncement à la liberté individuelle»* *«inéluçtable»*. Sa *«dictature verte»* n'était donc pas un horizon souhaitable, mais plutôt un avertissement destiné à convaincre l'individu de renoncer de lui-même à une part de sa liberté.

Efforts équitables

Comment alors amener les citoyens à y consentir ? Par plus de démocratie, répondent de nombreux écolos. Interrogé par *Libération*, le philosophe Dominique Bourg explique : *«On ne peut plus laisser à chaque individu le choix de ses modes de vie. Le seul moyen de l'accepter, c'est une démocratie plus directe. Quand ça touche un truc aussi fondamental, il faut être d'accord sur l'objectif, que chacun dise oui ou non. C'est ça, une démocratie écologique.»* La *«dictature verte»* passerait ainsi par un référendum. Mais pour avoir l'assentiment des citoyens, encore faut-il qu'ils soient éclairés. *«Ce qui est embêtant avec l'écologie, c'est que ça demande des*

citoyens conscients, intelligents.» Le péril environnemental est tel qu'il nous dépasse, nous submerge. Nous savons, sans avoir vraiment intégré, sans pouvoir envisager. «C'est trop gros, ça sature notre façon de penser. L'idée de la fin de la civilisation est sidérante», explique le chercheur Luc Semal.

Plus directe, la démocratie écologique serait donc aussi plus délibérative. *«On ne peut pas se contenter d'un référendum, juge Agnès Sinaï. Pourquoi pas instaurer des conventions de citoyens tirés au sort mais représentatifs de la population et les former aux différents enjeux ? Il faudrait ensuite que leurs décisions soient contraignantes. C'est ce qu'on appelle le consentement éclairé. Les gens seraient capables de renoncer à certaines choses s'ils étaient formés, et s'ils avaient un sentiment de justice.»* C'est l'autre pilier de cette démocratie renouvelée.

«L'exemplarité est épuisante pour l'individu quand il y a autour de lui une débauche de consommation, juge Luc Semal. En situation de pénurie ou de tensions sur les ressources, le rationnement est assez bien accepté, du moment qu'il est juste. Une société peut choisir la sobriété s'il y a une forme de partage équitable des efforts. On est sur un raisonnement assez proche de ce qu'on dit pour l'impôt : il y a une réduction du consentement quand on considère qu'il est injuste.» Valérie Chansigaud ajoute : *«Ce n'est pas la liberté individuelle qui aboutit à la dégradation de l'environnement, c'est la liberté de certains individus. Une démocratie totalement inégalitaire en est-elle vraiment une ?»*

Ce ne serait donc pas tant le régime qu'il faudrait changer, que l'idéologie capitaliste qui l'anime. Les gouvernements autoritaires de ce monde sont d'ailleurs rarement un modèle en matière d'écologie, voire clairement climatosceptiques, [comme l'analyse l'historien Jean-Baptiste Fressoz](#), qui n'hésite pas à parler de «carbo-fascisme».

Toujours interrogé par le magazine *Der Spiegel*, Jonas questionnait : *«Se pourrait-il que la modernité ait été une erreur qui doive être rectifiée ? La voie sur laquelle nous nous sommes engagés grâce à cette alliance du progrès scientifique et technologique et de l'accroissement de la liberté individuelle est-elle la bonne ?»* Il est permis d'en douter. *«Dans la situation actuelle on peut encore réfléchir, juge le militant écolo Michel Sourrouille. Mais si on échoue, dans cinq ou dix ans, on risque une rupture brutale. Quand un pays traverse des difficultés, il y a une tendance à confier sa destinée à un homme ou une femme forte.»* Certains l'imaginent déjà : un régime fasciste, qui planifie l'accaparement des dernières ressources par une frange de la population. A ce moment-là, la dictature verte apparaîtrait comme un moindre mal...

[\(1\) A lire sur Libération.fr, notre série de témoignages : «Faut-il arrêter de faire des enfants pour préserver l'environnement ?»](#)

[Charlotte Belaïch](#)